

Enseigner les génocides et les crimes de masse du XXe siècle : histoire, mémoire et justice

Mardi 10 janvier 2023 – Lycée Bergson, Angers

**Guerres et crimes de masse en ex-Yougoslavie, Jean-Arnault DERENS,
journaliste, rédacteur en chef du *Courrier des Balkans***

Avec la formule de la guerre « qui fait son retour en Europe » beaucoup prononcée fin février 2022, on oublie qu'elle a eu lieu dans les années 1990 avec l'éclatement de la Yougoslavie.

Points de repère :

Quand on parle des guerres yougoslaves, on parle d'un processus de 10 ans :

- Slovénie : dizaine de morts
- Guerre de Croatie : 20 000 morts
- Fin mars la guerre gagne la Bosnie-Herzégovine et dure jusqu'en 1995 avec les accords de Dayton : 110 000 morts et au moins 2 millions de déplacés et réfugiés (pour un pays qui comptait 4 millions d'habitants avant la guerre donc ½ des habitants)
- Guerre du Kosovo : premiers combats en mars 1998 et la guerre s'intensifie au printemps 1999 avec les bombardements de l'OTAN pendant 78 jours
- Guerre de Macédoine de mars à août 2001

Cette guerre touche tous les pays d'ex-Yougoslavie, le nombre de morts est nettement inférieur à celui de la guerre de Syrie par contre aux morts s'ajoutent de très importants dégâts matériels et des millions de réfugiés.

On a tendance à penser que si la Yougoslavie a disparu c'est qu'elle devait disparaître. Son histoire remonte au XVIIIe siècle. Elle a connu deux concrétisations avec la Yougoslavie royale après la Première Guerre mondiale qui est une extension de la monarchie serbe. Elle est centralisée autour de Belgrade mais déçoit tous ceux qui espéraient une forme égalitaire de réunion des peuples slaves autour des Balkans. Puis il y a la République socialiste fédérative de Yougoslavie proclamée le 29 février 1943 par les partisans de Tito. C'est un état fédéral composé de 6 républiques mais seule la Serbie a, en son sein, deux provinces autonomes. Les citoyens de ce pays ont eu une très forte adhésion à cette fédération.

Comment passe-t-on de la vie commune à la guerre fratricide en si peu de temps ?

La Yougoslavie n'était pas un état moins légitime que d'autres en Europe, elle suscitait une forte adhésion de la part de sa population. La première fois que Serbes et Croates se font la guerre, c'est en 1914, pas avant. Il n'y a pas de haine enracinée dans cet espace ni de fatalité de la guerre.

Le « chant du cygne » de la Yougoslavie ce sont les Jeux Olympiques de 1984 à Sarajevo, la Yougoslavie est au sommet de son prestige. Dans les causes de l'éclatement il y a :

- Les causes externes : la Yougoslavie a une position très particulière dans le monde de la guerre froide comme pays non aligné qui fait le pont entre les deux blocs. C'est la principale victime de la chute du mur de Berlin. Elle perd son utilité géostratégique

- Les causes internes : dès 1974, avec la nouvelle constitution, les pouvoirs de la nouvelle république sont renforcés et évoluent en confédérations qui poursuivent chacune leurs intérêts économiques ce qui provoque des contradictions.

Les premiers morts sont des appelés bosniaques qui meurent en Slovénie quand l'armée fédérale est envoyée. Il y a un fossé entre des politiciens qui s'affrontent sur des plateaux de télévision et le début des combats car tous les hommes avaient fait leur service militaire dans l'armée yougoslave. Puis la guerre arrive en Croatie où sont commis les premiers crimes systématiques et massifs. La Croatie essaye de contrôler son territoire mais les 12% de Serbes s'opposent à la séparation de la Croatie. On est dans une contradiction constitutionnelle :

- La Croatie a le droit de faire sécession
- Les Serbes ont le droit de s'y opposer

La seule solution est de rendre « la guerre incontournable ». Les crimes commis durant ces combats de l'été à l'automne 1991 ont fait l'objet de procédures devant le TPIY et on compte également près de 300 000 personnes déplacées. La ville de Vukovar (Croatie) se trouve sur le Danube, c'est un port industriel et c'est surtout une ville cosmopolite :

- 1/3 serbes
- 1/3 croates
- 1/3 de gens des minorités (allemands, juifs, hongrois)

Le chef de la police croate de la région a essayé de négocier pour démonter les check points que chaque côté érigeait. Il a été assassiné. La ville est assiégée par des milices serbes et c'est là que l'armée serbe rallie les milices et que des bombardements sont effectués sur la ville dont l'hôpital avec notamment l'arrivée de Slobodan Milosevic.

Vukovar est présenté comme le premier exemple d'urbicide par les militants de la paix. On détruit la ville mais aussi l'espace de vie commune. C'est pour cette raison qu'elle a été détruite et reste aujourd'hui une ville morte.

Ensuite un cessez-le-feu est conclu en janvier 1992. Il prévoit le déploiement de troupes de maintien de la paix. C'est la mission des Nations Unies et la base arrière des casques bleus est d'abord installée à Sarajevo puis déplacé à Zagreb car la guerre s'étend à la Bosnie-Herzégovine.

Les gens parlent la même langue mais sont de traditions différentes : catholiques, musulmane et orthodoxes. Certains se déclarent comme « musulmans athées ». Les personnes issues de la tradition musulmane sont majoritaires.

On est toujours dans un système socialiste avec un seul parti. Avec la chute du mur de Berlin on se demande comment faire des élections ? A quelle échelle ? Dans toute la Yougoslavie ? Dans chaque république ?

En Bosnie-Herzégovine il y a 2 principales forces politiques :

- Les formations issues de l'ancienne ligne des communistes qui se transforment en sociaux-démocrates et qui veulent sauver l'état de Bosnie-Herzégovine comme état pluriel,
- Les formations qui sont pour la rupture avec le communisme, pour l'économie de marché et la démocratie.

Les partis ont des projets très différents pour la Bosnie-Herzégovine :

- Les Serbes et les Croates veulent qu'elle éclate,

- Les Bosniaques ont une position plus incertaine : un pays avec des personnes qui ne sont que de tradition musulmane ou une Bosnie multinationale ?

Le 29 février et le 1^{er} mars 1992 il y a un référendum d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine. On dit que les Serbes l'ont boycotté mais en fait c'est juste qu'il n'a pas été organisé. Le 6 avril, une immense manifestation pour la paix a lieu à Sarajevo et ce même jour, la Bosnie est reconnue comme état indépendant. Cependant, c'est aussi à partir de ce jour que les snippers apparaissent et tirent depuis le toit de l'hôtel Holiday Inn sur la foule.

En Bosnie orientale ont lieu les crimes qui visent à éliminer les populations non Serbes. L'administration est contrôlée par le parti nationaliste serbe. L'armée est contrôlée, des milices apparaissent et les populations sont forcées à partir. Celles et ceux qui ne veulent pas partir sont mis dans des camps de prisonniers notamment des camps bordels où les femmes sont violées.

C'est là que l'on parle de « nettoyage ethnique » donc on élimine les gens d'une ethnie sur un territoire précis. Cela suppose aussi l'élimination des traîtres. C'est l'été 1992 qu'apparaissent les images de camps au nord de la Bosnie. Ces images font le tour du monde et rappellent l'univers concentrationnaire. Les gens qui sont dans ces camps sont surtout des Bosniaques, le but est de détruire les élites politiques et économiques pour rendre impossible le maintien de la communauté. Ces camps apparaissent dans la région de Mostar un an après.

En 1993, C'est la création du TPIY par la résolution 827. La guerre est encore en cours ainsi que les crimes commis mais on crée l'instrument juridique qui doit les juger. Les deux grandes idées sont les suivantes :

- 1) Il ne s'agit pas de juger toutes les personnes qui ont participé aux crimes mais les personnes qui ont été en position de commandement notamment les militaires et/ou responsables politiques qui donnent les ordres. Or la responsabilité du politicien qui a fait en sorte que cela se produise est plus difficile à établir.
- 2) Ce tribunal est pénal, on ne juge pas des États ou armées mais des individus pour leur responsabilité personnelle.

Attention car le tribunal n'écrit pas l'histoire contrairement à ce que dit Clara Del Ponte. C'est à partir des actes du procès en tant que sources que les historiens peuvent ensuite faire l'histoire.

Cette idée de juger des individus poursuit un objectif politique. Il s'agit de refuser une justice faite par les vainqueurs et de battre en brèche l'idée de responsabilité collective. L'idée de tribunal est de dissocier les Serbes des crimes commis par Slobodan Milosevic. En dissociant la responsabilité individuelle cela doit permettre la réconciliation. Mais comment le mettre en œuvre ?

En juillet 1995, c'est le crime de Srebrenica. 40 000 personnes sont réfugiées dans cette région. Cet îlot de résistance « pose problème » car cette enclave est au milieu de territoires que les Serbes prétendent contrôler. Le général Philippe Morillon (commandant des forces armées de l'ONU, FORPRONU) visite le lieu, la situation est désespérée dans l'enclave puis au moment de partir il est pris en otage par les femmes de Srebrenica. Il improvise et met le drapeau des Nations Unies pour dire que c'est une zone de sécurité, notion qui n'existe pas encore mais l'idée est que les combattants soient désarmés. Le Conseil de Sécurité doit-il s'adapter ? Ce statut tient 2 ans mais en juillet 1995 les forces serbes du général Mladic

lancent une offensive. Les casques bleus néerlandais présents n'ont pas le droit de tirer sauf si leur sécurité est menacée. Le 11 juillet l'enclave tombe :

- Le 11 au soir près de 15 000 hommes de Srebrenica forment une colonne pour essayer de gagner les lignes bosniaques. Ils tombent dans des embuscades et beaucoup sont tués.
- Les autres habitants se regroupent près de la principale base où le général Ratko Mladic procède à un tri entre hommes (16 à 60 ans) et d'un autre côté les femmes, enfants et hommes de plus de 60 ans. Les hommes sont fusillés en quelques jours. Le bilan est de 8700 morts.

Ce chiffre est considérable. Est-ce un acte de génocide ? Des actes du TPIY ont reconnu des responsables et des actes de génocide. Malgré l'horreur des crimes commis ailleurs en ex-Yougoslavie ce ne sont pas des crimes de génocide seul le cas de Srebrenica est reconnu comme un fait de génocide. Notamment parce que pour tuer 8700 personnes et déporter près de 20 000 personnes il faut une logistique qui implique une préméditation du massacre et de l'évacuation des autres. Il est important de reconnaître l'exceptionnalité de ce qui s'est passé.

Trois semaines après il y a la reconquête de l'est de la Croatie entre le 4 et le 6 juin. L'armée croate a bénéficié d'armements de la part des Allemands et des Américains pour le faire. L'explication donnée par les États-Unis et l'Allemagne c'est qu'il faut faire avancer les choses.

- 1) Le gouvernement de cette république séparatiste serbe va abandonner immédiatement cette région
- 2) Le problème c'est qu'alors qu'il n'y a pas de résistance serbe, les Serbes sont malgré tout déplacés et des crimes contre l'humanité sont commis : fermes brûlées, bétail massacré, vieilles femmes jetées dans des puits, hommes fusillés...

Cette région reste aujourd'hui relativement déserte.

Automne 1995, ce sont les accords de paix de Dayton qui mettent de côté la question du Kosovo. Alors qu'en 1998-1999 des crimes sont commis. C'est une région peuplée de 80% d'Albanais de 10% de Serbes et de 10% de minorités. C'est la région la plus pauvre de l'ensemble yougoslave. Les Albanais essaient de développer une contre société parallèle face à la violence du régime de Belgrade et pour gagner l'indépendance. C'est un échec donc la lutte armée s'impose. Les combats s'étendent très rapidement, 400 000 personnes fuient. La police serbe mène une lutte anti guérilla proche de celle de l'armée française en Algérie (connue des Yougoslaves qui se sont engagés du côté du FLN). En février 1999, les négociations n'aboutissent pas. L'OTAN décide alors de bombarder la Yougoslavie ce qui constitue une rupture dans l'ordre international car l'OTAN procède sans l'accord du Conseil de sécurité (d'ailleurs cet exemple est omniprésent dans le discours de Vladimir Poutine aujourd'hui). Durant les bombardements, Milosevic décide d'intensifier les politiques d'éradication de la guérilla et il mène aussi une stratégie très calculée qui consiste à déstabiliser les pays voisins pour exporter la guerre notamment en Macédoine qui est la base arrière de l'OTAN. Au bout de 78 jours de bombardements :

- Un million d'Albanais sur 1,7 sont expulsés du Kosovo
- L'OTAN est incapable de lancer une offensive terrestre qui aurait été sanglante

Personne ne semble en mesure de gagner donc il y a les accords signés le 11 juin 1999 entre l'armée yougoslave et l'OTAN. Cela explique le statut toujours incertain du Kosovo qui est toujours un pays à moitié reconnu.

Durant cette guerre, en avril 1999, Milosevic est inculpé par le TPIY. C'est la première fois pour un chef d'état en exercice. Cela pose aussi beaucoup de questions car à partir du moment où vous inculpez un chef d'État d'un pays avec lequel vous êtes en guerre comment discuter ensuite ?

Les procès du TPIY vont se poursuivre avec le procès de Radovan Karadzic et Ratko Mladic qui sont arrêtés. Le décès le plus fâcheux est celui de Slobodan Milosevic. Le procès commence le 12 février 2002 et il meurt le 11 mars 2006 dans sa cellule. Le décès de l'accusé marque l'arrêt de la procédure donc il reste présumé innocent.

Les deux grands échecs :

- Le grand regret de Clara Del Ponte est qu'elle voulait inculper l'OTAN : un pont et un train bombardés n'auraient pas dû l'être. Cela aurait permis de faire sortir des non-dits mais elle n'a pas pu le faire.
- Ne pas avoir pu juger les crimes commis par la guérilla albanaise. Clara Del Ponte a inculpé de nombreux membres de cette guérilla mais les procès ont coûté la vie à une vingtaine de témoins. Cet échec est d'autant plus grave qu'il a fallu créer les chambres spécialisées pour le Kosovo en décembre 2002 notamment sur des affaires de trafics d'organes de prisonniers serbes et roms. De plus, des civils arrêtés entre juin et août 1999, ont disparu. C'est parce que ces faits n'ont pas été jugés par le TPIY que ces juridictions spéciales ont été créées.

Il faut permettre le travail de réconciliation grâce à la justice transitionnelle mais le compte n'y est pas aujourd'hui. Beaucoup de généraux ont été condamnés à de très lourdes peines du côté croate et du côté serbe. Mais certains ont été innocentés en appel sans production de nouvelles preuves. En 2012, il y a eu de très nombreux acquittements pour des personnes qui avaient pourtant été condamnées à de très longues peines dans un premier temps.

Certains essayent de supprimer la responsabilité de commandement. Dans ce cas qui juger ? Les sous-fifres ? Certains pensent que cette idée est poussée aussi pour préparer le terrain face à d'éventuelles accusations envers les Américains sur leurs actions en Irak.

Ceux qui sont restés en prison passent aussi pour des héros qui se sont sacrifiés en y restant pour que leurs pays puissent entrer dans l'UE. Enfin, la défense de certaines personnes jugées a été payée par l'État au nom duquel ces crimes ont été commis notamment en Serbie et Croatie. En Croatie, des personnes reconnues coupables et qui ont été libérées, ont été accueillies en héros avec même parfois la présence des évêques.

Questions :

Le siège de Sarajevo est-il considéré comme un crime de guerre ?

Assiéger une ville n'est pas un crime de guerre mais ce que l'on fait pendant le siège peut en être un. Dans l'histoire du siège il y a deux grands massacres :

- Le 27 mai 1992, le massacre de la boulangerie
- Les massacres de Markale : le 5 février 1995 sur un marché avec un obus tiré (68 morts et 144 blessés) et le 28 août 1995 (37 morts et 90 blessés),

Il y a 10 000 morts pendant le siège dont la plupart sont tués par des snippers qu'il est presque impossible de juger. Beaucoup d'entre eux ont été tués. Qui leur a donné l'ordre de faire ce métier-là ? Sur ce sujet on n'a rien.

Notes prises par Madame Riselaine Chapel, professeure d'histoire-géographie au lycée Carcouët à Nantes et correspondante académique du Mémorial de la Shoah.